

La nouvelle guerre froide

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des alignements géopolitiques se forment. Les pays démocratiques de l'UE (Union européenne) et des États-Unis (ÉU) d'une part et les pays autoritaires (Chine, Russie) de l'autre. Tous deux cherchent à rallier à leur camp les autres pays.

La solidarité des pays démocratiques

La solidarité dont ont fait preuve les ÉU, les puissances européennes (démocratiques pour la plupart), l'OTAN et le G7 qui ont uni leurs efforts pour venir en aide à l'Ukraine aux plans militaires, économiques et humanitaires n'avaient sûrement pas été prévue et prise en compte par le président Poutine lorsqu'il décida d'envahir l'Ukraine. Et encore moins l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande...

Les sanctions volontaires imposées par les pays démocratiques sur la Russie dont ils dépendent en regard de leurs besoins énergétiques sont autrement graves pour l'économie russe même si depuis le début du conflit, elles sont accompagnées d'achats de plus de 20 milliards de dollars américains de gaz russe par l'Allemagne, l'Italie, la France et la Hollande.

Ces sanctions limitent la capacité de la Russie de produire des missiles de haute précision. Elles font également réfléchir la Chine sur les risques que constituerait l'invasion de Taiwan, d'autant plus que le président américain Biden a déclaré que son pays se porterait à la défense de Taiwan dans le cas d'une intervention militaire chinoise.

L'Europe se réarme

L'illusion d'ère de paix qui a suivi la chute du mur de Berlin n'est plus. L'Allemagne a décidé de se réarmer et a voté un budget de 100 milliards à cet effet. Des renforts américains ont été apportés en Roumanie et dans les pays baltes; des systèmes antiaériens ont été installés en Allemagne et en Italie et un poste de commandement a été établi en Pologne. En outre, il est projeté de faire passer les forces d'intervention rapide en Europe de 40 000 à 300 000 combattants.

L'autonomie stratégique européenne n'est pas pour demain. Seule l'OTAN constitue une force opérationnelle et le parapluie nucléaire américain est plus que jamais crucial. Bien que les budgets de défense européens aient été considérablement augmentés, la dépendance dans les armements américains demeure. L'Europe importe deux tiers de ses armements. 17 modèles de tanks sont fabriqués en Europe contre un seul modèle aux États-Unis. L'avion furtif F-35 a été commandé par la Grande-Bretagne, la Norvège, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Roumanie et la Suisse. L'ambition française d'un avion furtif européen s'émousse.

La Chine dans le collimateur américain

L'Amérique ne perd pas de vue la menace hégémonique de la Chine et cherche à la contenir. À cet effet, elle cherche à augmenter son pouvoir de dissuasion en impliquant l'Europe. Ainsi, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont assisté à la dernière réunion de l'OTAN. Par ailleurs, l'alliance stratégique AUKUS inclut l'Australie, les États-Unis et la Grande-Bretagne. L'Inde, le Japon, les États-Unis et l'Australie se sont regroupés dans le QUAD (*Quadrilateral Security Dialogue*) qui est un forum de concertation sur des sujets de préoccupation communs.

De son côté, le président russe Poutine a ratifié un partenariat stratégique avec la Chine. La Chine a établi un lien de dépendance avec plusieurs pays dans le cadre de la nouvelle route de la soie (*One Belt One Road*). Suite à une réunion avec 9 pays insulaires du Pacifique en 2021, la Chine a mis sur pied une "Réserve de fournitures d'urgence pour les pays insulaires du

Pacifique." L'année suivante, un accord de sécurité a été signé entre la Chine et les îles Salomon.

La bataille du dollar

L'omnipuissance du dollar américain octroie des avantages majeurs aux ÉU. Pour s'attaquer à la suprématie du dollar sur les marchés internationaux, Poutine a besoin de rallier d'autres pays, à commencer par les membres des pays émergents du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Les pays du BRICS comprennent 41 % de la population mondiale et occupent 20% de la surface terrestre. Le PNB de l'ensemble de ces pays est de 27 billions comparés à 34 billions pour les pays du G7. Depuis 2015, la Nouvelle Banque de développement (*New Development Bank*) au capital de 100 milliards finance des projets d'infrastructure des pays du BRICS.

Or, des tensions existent au sein des pays démocratiques et du BRICS. La Hongrie bloque un projet d'embargo pétrolier de l'UE contre la Russie bien qu'elle ait accepté le principe des sanctions progressives. Le premier ministre bulgare a été mis en minorité au parlement par des factions prorusses.

Il existe un conflit frontalier entre la Chine et l'Inde. Ce dernier pays n'apprécie guère l'aide chinoise au Pakistan dans le cadre de la nouvelle route de la soie. L'Inde dont l'armement de base provient de la Russie (anciennement URSS) n'a pas pris de position antirusse bien qu'elle ne soit plus alignée à ce pays. Néanmoins, l'Inde achète le pétrole russe au rabais et paie ses importations de charbon en yuans au grand déplaisir des ÉU. D'autre part, le président brésilien affiche la neutralité par rapport au conflit en Ukraine et le président d'Afrique du Sud en rend l'OTAN responsable.

L'autre pôle

Les pays du Golfe ont une puissance financière considérable. Le retrait américain de la région et les réserves vexantes exprimées par les représentants démocrates américains sur leur régime les ont poussés à

développer des relations économiques et militaires plus poussées avec la Chine et la Russie.

Le président Biden a changé d'attitude vis-à-vis l'Arabie saoudite et se prépare à rencontrer ses leaders. Les pays sunnites sont inquiets de la déstabilisation iranienne de la région et la formation d'une OTAN moyen-orientale est à l'ordre du jour. Le Qatar héberge la plus grande base américaine dans la région, mais ses activités de sape médiatique ne sont guère appréciées par les pays du Golfe ou par Israël. L'Arabie saoudite dispose de centaines de milliards d'armements américains, mais a de la difficulté à les utiliser adéquatement au Yémen ou ailleurs. Il est fort possible qu'Israël qui est le pays le plus stable de la région devienne le pôle de coordination militaire de cette nouvelle OTAN moyen-orientale.

En contrepartie, les pays du Golfe pourraient baisser les prix du pétrole afin de réduire la facture énergétique en Europe tout en continuant de commercer en dollars américains.

Comme de raison, les coûts d'énergie croissants, la pandémie, les investissements massifs dans la défense, tout comme les tendances inflationnistes retardent la résolution des besoins essentiels de l'ensemble de la planète à commencer par l'alimentation.